

Questions orales

parmi nous cette semaine un visiteur de marque qui se trouve à la tribune. Il s'agit du distingué président de la République d'Indonésie, Son Excellence le Président Suharto.

Des voix: Bravo!

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES PÉNITENCIERS

L'AMÉLIORATION DES SERVICES DE SÉCURITÉ ET LA COMPRESSION DES DÉPENSES

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au solliciteur général qui, après le meurtre d'un gardien de prison, au début de la semaine, déclarait: «Je reconnais qu'il faut faire quelque chose. Nous ne pouvons tolérer que les agents de nos institutions pénitentiaires soient ainsi attaqués.» Il a promis aux gardiens d'augmenter la sécurité dans les prisons, mais leur a-t-il expliqué comment il y arriverait, puisque son budget des dépenses sera coupé d'environ 11.5 millions de dollars en ce qui concerne la dotation en personnel des prisons?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, parmi les questions que nous voulions régler tout de suite, il y avait un renforcement des règles à suivre pour escorter les prisonniers et l'amélioration de la sécurité à l'intérieur des prisons. Comme je l'ai souligné la semaine dernière, ces deux dernières années, nous avons fait beaucoup pour améliorer la sécurité et diminuer les évasions, dont le nombre a baissé d'environ 66 p. 100. Nous aimerions maintenant apporter d'importantes améliorations au secteur de la sécurité interne et de la protection des escortes. Les réductions de crédits dont le député a parlé touchent plutôt les nouveaux établissements, deux je crois. Toutefois, nous nous occupons toujours des autres pénitenciers à sécurité maximale. Le budget ne les touche pas.

M. Stanfield: Le solliciteur général a, paraît-il, promis d'augmenter la sécurité dans les prisons et d'embaucher probablement des gardiens supplémentaires. Est-ce exact ou, comme le président du Conseil du Trésor l'a déclaré, réduira-t-on de quelque 3.6 millions de dollars les crédits affectés au personnel des pénitenciers?

M. Allmand: Monsieur l'Orateur, il est prévu d'augmenter le personnel pour les deux prochaines années. J'aurai d'autres entretiens avec le gouvernement pour voir si nous devons l'accroître encore davantage. Le Conseil du Trésor et le gouvernement ont déjà approuvé ces expansions, mais il sera peut-être nécessaire d'augmenter encore le personnel dans certains secteurs.

[M. l'Orateur.]

L'ABANDON DU PROJET DE CONSTRUCTION DE NOUVEAUX ÉTABLISSEMENTS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Le premier ministre peut-il nous dire où se trouve la vérité? Les crédits sont-ils réduits comme le dit le président du Conseil du Trésor ou faut-il croire le solliciteur général, selon qui cette question demeure ouverte? Qui a raison? Le solliciteur général, quand il dit que le gouvernement ne peut faire construire les nouveaux pénitenciers dont on a besoin parce que les collectivités s'y opposent, ou le président du Conseil du Trésor, quand il dit que le gouvernement a réduit les crédits prévus à cette fin?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Sauf erreur, et je crois que c'est l'idée que le solliciteur général a exprimée dans sa réponse, la construction de certains nouveaux établissements doit se faire et les fonds sont prévus. Les coupures effectuées par le président du Conseil du Trésor sont des réductions de nouvelles dépenses approuvées auparavant et que le solliciteur général projetait. Nous lui disons maintenant qu'il ne peut augmenter ses dépenses au taux qu'il avait prévu.

Une voix: Pourquoi?

M. Trudeau: Quelqu'un demande pourquoi. Parce que nous nous sommes précisément engagés dans le budget à réduire les dépenses dans de nombreux domaines, à ralentir le taux d'expansion de la Fonction publique. Nous croyions que la Chambre et le pays en général approuvaient cette ligne de conduite.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Les députés d'en face devront coopérer avec le gouvernement; s'ils reprochent au gouvernement de trop dépenser, qu'ils ne s'indignent pas et ne s'inquiètent pas quand le gouvernement réduit certaines dépenses.

L'OFFRE D'APPUI DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL AUX GARDIENS DE PRISONS ET LA QUESTION DE LA COMPRESSION DES DÉPENSES

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Le ministre est-il d'avis que la promesse qu'il a faite dimanche aux gardiens, leur disant qu'ils pouvaient compter sur son appui total, suivie de l'arrêt de travail sans précédent dans tout le service pénitentiaire lundi, est compatible avec la déclaration faite mercredi par le président du Conseil du Trésor, selon qui on va réduire l'aide financière?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Comme je l'ai déjà signalé, le Conseil du Trésor a approuvé une augmentation de personnel dans le service pénitentiaire pour les deux prochaines années. La réduction vise deux institutions, mais nous continuerons d'accroître le personnel dans plusieurs autres. Je ne crois pas que les restrictions affecteront la sécurité du personnel à l'intérieur de nos prisons. J'essaierai de veiller à ce que les réductions se fassent dans les secteurs qui n'affectent pas la sécurité.